

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 26/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLARYS SAS

50, avenue Robert Gourdon
30600 Vauvert

Références : 2025-09-460
Code AIOT : 0006600802

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement SOLARYS SAS implanté 50, avenue Robert Gourdon 30600 Vauvert. L'inspection a été annoncée le 31/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la précédente inspection réalisée le 13 août 2024 dont l'objectif était de vérifier la conformité de l'établissement à l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2021, cinq non-conformités ont été constatées en ce qui concerne la séparation des réseaux d'eau, la prévention de la pollution des eaux et la défense incendie, faisant l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024-50-DREAL du 4 octobre 2024.

L'objectif de la présente visite est de vérifier la mise en oeuvre des actions correctives menées par l'exploitant pour se mettre en conformité au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLARYS SAS
- 50, avenue Robert Gourdon 30600 Vauvert
- Code AIOT : 0006600802
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SOLARYS (précédemment SAINT-MAMET) est spécialisée dans la production de fruits au sirop, de compotes, de desserts de fruits et de confitures. L'activité de l'établissement est saisonnière, de mi-juillet à début décembre, correspondant à la période de réception des fruits frais.

Les installations sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral n°08.002N du 3 janvier 2008 autorisant la poursuite de l'exploitation de l'usine de Vauvert, ainsi que par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2021-053 du 4 août 2021 mettant à jour le classement du site et renforçant les dispositions relatives à la prévention de la pollution des eaux et des risques technologiques dans le cadre de la directive IED.

Un arrêté préfectoral complémentaire n°2023-051 a également été pris le 6 septembre 2023 pour réactualiser les dispositions applicables à la société SOLARYS en cas de période de sécheresse.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Entretien et surveillance	AP de Mise en Demeure du 03/10/2024, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Entretien et conduite des installations de traitement	AP de Mise en Demeure du 03/10/2024, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Valeurs limites de rejet	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 7.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Système de prétraitement des	AP de Mise en Demeure du 03/10/2024, article 1er	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	effluents industriels			
6	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 03/10/2024, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Confinement des eaux d'extinction incendie	AP de Mise en Demeure du 03/10/2024, article 1er	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Collecte des effluents	AP Complémentaire du 04/08/2021, article 7.2.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux non-conformités constatées lors de la précédente visite d'inspection du 13 août 2024, la société SOLARYS a été mise en demeure par arrêté du 3 octobre 2024 afin de se mettre en conformité dans un délai de 6 à 10 mois. La mise en demeure a porté sur la non séparation pérenne des réseaux d'eaux, l'absence de dispositifs de traitement sur les réseaux d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées, l'absence de mise en place d'une solution technique pour optimiser le système de traitement des effluents à épandre, l'absence de moyens de lutte contre l'incendie additionnels et l'absence de dispositifs de confinement des eaux d'extinction incendie.

La présente inspection a permis de constater que les différents points listés ci-avant de la mise en demeure ne peuvent pas être levés à l'issue de la visite. Toutefois, l'exploitant a initié fin 2024 la mise en œuvre d'actions correctives visant à retrouver la conformité de son établissement d'ici la fin de l'année de 2026. Par conséquent, l'inspection propose de ne pas engager à l'encontre de la société SOLARYS de suites administratives en raison de l'ampleur des travaux à entreprendre pour se mettre en conformité, ainsi qu'au regard des coûts de ces travaux face au contexte économique actuel de la société SOLARYS. Dans l'attente de l'achèvement des travaux de mise en conformité, l'inspection demande à la société SOLARYS de mettre en œuvre des mesures compensatoires sur les volets "moyens de lutte contre l'incendie" et "dispositifs de rétention des eaux incendie" pour prévenir tous dangers et inconvénients liés au risque incendie du site.

L'inspection précise qu'un calendrier détaillé des travaux restant à effectuer tant sur les réseaux d'eaux que sur l'installation de moyens de lutte contre l'incendie et de dispositifs de confinement des eaux d'extinction incendie, a été demandé à l'exploitant afin d'éviter toute nouvelle dérive des délais de mise en conformité dans le temps sachant que le non-respect de la mise en demeure peut conduire si nécessaire à la proposition des sanctions prévues par le code de l'environnement. L'inspection souligne aussi que le programme de travaux engagés par l'exploitant est plus ambitieux

que les actions de mise en conformité prescrites dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2021.

Par ailleurs, au vu des difficultés rencontrées par l'exploitant pour identifier une solution technique à mettre en place pour diminuer la teneur en sodium dans les effluents, l'inspection demande à l'exploitant de poursuivre ses réflexions sur les pistes de recherche et de tenir l'inspection informée de l'avancée des travaux. Les suites données par l'inspection sont détaillées dans les fiches de constats figurant dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien et surveillance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/10/2024, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des réseaux d'eau
Prescription contrôlée : <p>La société SOLARYS, dont le siège social est situé 19 avenue Feuchères CS 72 097, 30 904 Nîmes, est mise en demeure pour ses installations de transformation et de conservation de fruits qu'elle exploite sur la commune de Vauvert au 50 avenue Robert Gourdon, de respecter les dispositions :</p> <ul style="list-style-type: none">– des articles 9.1 et 9.2 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2021 susvisé, <u>dans un délai de 6 mois</u> à compter de la notification du présent arrêté ;– des articles 7.1.3, 7.2.4 et 8 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2021 susvisé, <u>dans un délai de 10 mois</u> à compter de la notification du présent arrêté. <p>Un point d'avancement sur la progression des travaux de réhabilitation et de modernisation des réseaux d'eaux, sur les travaux déjà entrepris ainsi que sur le respect du calendrier établi avant les travaux, sera fait sous un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>Pour justifier du respect des articles 7.1.3 et 7.2.4, l'exploitant transmet à l'inspection, dès la fin des travaux de réhabilitation et de modernisation des réseaux d'eaux, le plan des réseaux d'eaux dans leur configuration finale et mentionnant l'ensemble des éléments listés à l'article 7.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2021 susvisé.</p> <p>Article 7.1.3 de l'APC du 04/08/2021</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité. Notamment, l'exploitant met en place des mesures préventives techniques ou organisationnelles permettant de garantir la séparation des réseaux et l'absence de contamination du point de rejet pluvial haut par des eaux de process chargées en matières organiques. Des procédures écrites sont établies.</p> <p>La séparation pérenne des réseaux est obtenue au plus tard le 4 décembre 2023.</p> <p>Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p>
Constats : <p>Suite à plusieurs épisodes de contamination par des eaux chargées en matières organiques du point de rejet nommé « pluvial haut » et des fossés qui bordent les limites de propriété, notamment en partie Nord du site, des travaux ont été entrepris sur les réseaux en juin-juillet</p>

2022 au niveau du secteur « confitures », en octobre 2023 au niveau de la zone de lavage des palox puis en avril-mai 2024 au niveau de la zone de pelage des poires, sans toutefois supprimer les contaminations au point de rejet "pluvial haut".

L'exploitant a donc souhaité mener des travaux de réhabilitation de tous les réseaux d'eaux du site. Compte tenu de la superficie globale du site et de la saisonnalité de l'activité, le site a été découpé en 4 zones afin de prioriser les travaux. Le plan des réseaux d'eaux finalisé et transmis en juin 2025 présente les 4 zones suivantes:

- la zone 1 prioritaire qui comprend les parties nord-ouest et nord du site englobant les ateliers de production, les aires de stockage des bennes de déchets, les aires de stockage extérieures et l'auvent de stockage,
- la zone 2 qui concerne les parties sud-est et sud du site avec les entrepôts de stockage, les chambres froides et les mûrisseries,
- la zone 3 correspondant aux parkings de stationnement implantés au sud-ouest du site,
- la zone 4 qui comprend un unique bâtiment situé au nord-est du site dans lequel se trouvent les frigos, les étuves et l'atelier de préparation des confitures.

Le jour de la présente visite, un point a été fait sur le calendrier de réalisation des travaux. Les travaux de la zone 1 se sont déroulés de fin 2024 à la mi-juillet 2025. Les équipements prévus et mentionnés sur le plan des réseaux sont constatés mis en place lors de la visite terrain, tels que le décanteur lamellaire et le séparateur à hydrocarbures sur les deux réseaux d'eaux pluviales de voiries, le réseau dédié aux eaux d'extinction incendie relié à un bassin de rétention de 1900 m3 qui sera implanté au nord du site en 2026 (cf. point de contrôle n°7), les vannes martellières à fermeture manuelle implantées sur les 5 réseaux d'eaux pluviales de toitures et voiries afin de refouler les eaux incendie vers le réseau spécifique, les caniveaux sur le réseau d'eaux industriels mis en place en des zones spécifiques (zone de stockage des bennes de déchets, atelier poires) qui collectent des effluents de process, ainsi que les caniveaux sur les réseaux d'eaux pluviales de voiries.

Les travaux des zones 2 et 3 seront effectués en 2026 qui comprennent notamment la mise en place d'un décanteur lamellaire sur le réseau d'eaux pluviales de voiries et d'un second bassin de rétention de 450 m3 au sud du site afin de répondre aux attendus de la mise en demeure. A ces travaux s'ajouteront la modification d'un réseau d'eaux de voiries en réseau d'eaux de process situé en zone 1 suite au retour d'expérience de la campagne de 2025 et le raccordement de la chaufferie n°1 implantée en zone 1 au réseau d'eaux pluviales déjà en place.

Enfin, en 2027 seront réalisés les travaux restants sur les réseaux des zones 3 et 4 avec notamment l'implantation d'un séparateur à hydrocarbures sur le réseau d'eaux pluviales de voiries.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 octobre 2024 ne sont pas respectées dans le délai imposé. Néanmoins, au regard du calendrier de réalisation des travaux présenté par l'exploitant montrant que les démarches de mise en conformité ont été initiées et bien engagées par la mise en œuvre des travaux de la zone 1 en 2024-2025 et la programmation des travaux des zones 2 et 3 en 2026 puis ceux de la zone 4 en 2027 estimés non prioritaires en termes d'impacts sur l'environnement, l'inspection propose de ne pas prendre pour l'instant à l'encontre de la société SOLARYS de sanctions administratives, mais de suivre les différentes étapes des travaux annoncés par la société afin de vérifier l'absence de nouvelle dérive dans le temps.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre au fur et à mesure des étapes de réalisation des travaux les justificatifs prouvant la validation et la mise en œuvre des actions correctives

prévues. Notamment, l'exploitant transmet à l'issue de la réunion en interne qui doit se tenir en septembre/octobre 2025, les preuves de commande, la fiche technique du décanteur lamellaire spécifique aux parkings de stationnement et les justifications prouvant le volume du second bassin de rétention prévu en partie sud du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2021, article 7.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Effluents liés aux utilités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux liées aux utilités sont soit collectées puis rejetées au milieu naturel ou vers une station d'épuration collective, soit collectées pour être évacuées en déchets. Pour cela, l'exploitant réalise une étude pour modifier la configuration actuelle des réseaux du site et établit un plan d'action justifié. Cette étude précise les réseaux de collectes de chacune des catégories d'effluents et précise les points de mesure de la qualité de ces eaux avant rejet. En particulier, pour les eaux de purges des TAR et de condensat des chaudières, les mesures d'autosurveillance sont réalisées avant mélange avec d'autres effluents.</p> <p>L'étude accompagnée du plan d'action sont transmis à l'inspection dans un délai maximum d'un an à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le plan des réseaux transmis par l'exploitant en juin 2025, il est bien constaté que les eaux de purge des tours aéroréfrigérantes et les condensats des chaudières 1, 3 et 4 et de la nouvelle chaudière rejoignent le réseau d'eaux pluviales de toitures avec un rejet dans le milieu naturel (contre-canal du BRL).</p> <p>L'exploitant a précisé le jour de la visite, que le réseau d'eau de la chaufferie n°1 n'était pas encore raccordé au réseau d'eaux pluviales du site, les condensats de la chaudière étant toujours envoyés en épandage. Les travaux de raccordement au droit de cette zone du site sont prévus en 2026.</p> <p>Il convient aussi de noter que la nouvelle chaudière qui vient en remplacement des chaudières 3 et 4 a été installée au 1er semestre 2025 et devrait être mise en service avant la fin de la campagne 2025, soit d'ici le mois d'octobre. Cette chaudière permettra de couvrir l'ensemble des besoins en vapeur des ateliers. Ainsi, à la mise en fonctionnement de la nouvelle chaudière, la chaudière n°1 sera arrêtée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/10/2024, article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales de voiries
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SOLARYS, dont le siège social est situé 19 avenue Feuchères CS 72 097, 30 904 Nîmes,</p>

est mise en demeure pour ses installations de transformation et de conservation de fruits qu'elle exploite sur la commune de Vauvert au 50 avenue Robert Gourdon, de respecter les dispositions :

- des articles 9.1 et 9.2 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2021 susvisé, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- des articles 7.1.3, 7.2.4 et 8 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2021 susvisé, dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Un point d'avancement sur la progression des travaux de réhabilitation et de modernisation des réseaux d'eaux, sur les travaux déjà entrepris ainsi que sur le respect du calendrier établi avant les travaux, sera fait sous un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Pour justifier du respect des articles 7.1.3 et 7.2.4, l'exploitant transmet à l'inspection, dès la fin des travaux de réhabilitation et de modernisation des réseaux d'eaux, le plan des réseaux d'eaux dans leur configuration finale et mentionnant l'ensemble des éléments listés à l'article 7.1.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 août 2021 susvisé.

Article 7.2.4 de l'APC du 04/08/2021

Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

En particulier, l'exploitant met en place un décanteur deshuileur pour les rejets d'eaux pluviales du parking dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Ces dispositifs de traitement sont correctement dimensionnés et entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.

Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par le ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, seront collectées, lorsque l'ensemble des travaux sur les réseaux d'eaux seront achevés, par 4 réseaux spécifiques équipés chacun d'un dispositif de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Suite aux travaux sur les réseaux d'eaux effectués en 2025, deux réseaux d'eaux pluviales de voiries qui collectent pour l'un les eaux pluviales qui ruissellent en partie ouest du site et pour l'autre les eaux de voiries de la partie nord du site, sont pourvus d'un dispositif de traitement (un décanteur lamellaire-dépollueur et un séparateur à boues).

Les eaux pluviales qui ruissellent sur les parkings du personnel et des saisonniers, seront traitées par un décanteur-dépollueur qui sera mis en place en 2026 lors des travaux sur les réseaux d'eaux des zones 2 et 3. Selon l'exploitant, le dispositif de traitement sera opérationnel avant le début de la prochaine campagne annuelle de 2026.

Le 4ème réseau d'eaux pluviales de voiries situé au nord-est (zone 4) doit être muni d'un séparateur à hydrocarbures avec une implantation en 2027 selon le planning de travaux présenté par l'exploitant.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 octobre 2024 ne sont pas respectées dans le délai imposé. Néanmoins, au regard du calendrier de réalisation des travaux

présenté par l'exploitant montrant que les démarches de mise en conformité ont été engagées par la mise en place de deux dispositifs de traitement, tandis le décanteur à hydrocarbures spécifique aux parkings sera installé en 2026, l'inspection propose de ne pas prendre à l'encontre de la société SOLARYS de sanctions administratives pour l'instant, mais de suivre les différentes étapes des travaux annoncés par la société afin de vérifier l'absence de nouvelle dérive dans le temps.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre au fur et à mesure des étapes de réalisation des travaux sur les réseaux d'eaux, les justificatifs prouvant la mise en œuvre effective du décanteur lamellaire spécifique aux parkings de stationnement. L'exploitant fournira à l'issue de la réunion en interne qui doit se tenir en septembre/octobre 2025, la preuve de commande du dispositif de traitement et sa fiche technique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2021, article 7.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, VLE au point de rejet nommé "pluvial haut"

Prescription contrôlée :

Pour ce point de rejet, l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies :

Substance/paramètre	Norme applicable	Fréquence minimale de la surveillance	Valeur limite d'émission en concentration
pH	5,5 à 8,5		
Température	Inférieure ou égale à 30°C		
Demande chimique en oxygène (DCO)	Pas de norme EN	Mensuelle	120 mg/l
Azote global (NT)	Plusieurs normes EN (par exemple, EN 12260, EN ISO 11905-1)	Mensuelle	20 mg/l

Carbone organique total (COT)	EN 1484	Mensuelle	/
Phosphore total (PT)	Plusieurs normes EN (par exemple, EN ISO 6878, EN ISO 1568161 et -2, EN ISO 11885)	Mensuelle	5 mg/l
Matières en suspension totales (MEST)	EN 872	Mensuelle	50 mg/l
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	EN 1899-1	Mensuelle	100 mg/l
Chlorures (Cl-)	Plusieurs normes EN (par exemple, EN ISO 10304-1, EN ISO 15682)	Mensuelle	/
Zinc et ses composés (en Zn)	-	Mensuelle	0,2 mg/l
Trichlorométhane (Chloroforme)	-	Trimestrielle	50 µg/l
Hydrocarbures Totaux	-	Annuelle	10 mg/l

Constats :

Au droit du point de rejet nommé "pluvial haut", sont déversées les eaux pluviales de voiries, les eaux pluviales de toitures et les eaux liés aux utilités. Ce point de rejet n'est donc pas considéré comme un point de rejet d'eaux industrielles. Néanmoins, compte tenu de plusieurs contaminations des eaux pluviales par les eaux de process ces dernières années du fait du vieillissement des réseaux d'eaux du site, la qualité des eaux rejetées doit être vérifiée selon des paramètres, des valeurs limites d'émission et des fréquences prescrits au présent article. Suite aux travaux de séparation et de réfection des réseaux d'eaux entrepris en 2025 au niveau de

la zone 1 considérée comme prioritaire puisque qu'elle comprend les réseaux d'eaux des ateliers de production, les zones de stockage des bennes déchets et les zones extérieures de stockage en palox et fûts, les eaux rejetées à ce point "pluvial haut" sont désormais les eaux pluviales issues des toitures et les eaux liées aux utilités. Ces eaux ne devraient donc plus être contaminées par les eaux de process. Toutefois, à l'examen des résultats des analyses d'eaux de mars à juillet 2025, il est constaté des dépassements récurrents des paramètres DCO et DBO₅. L'exploitant précise que les travaux sur les réseaux de la zone 1 se sont terminés à la mi-juillet 2025.

L'inspection demande donc à l'exploitant de poursuivre la surveillance des rejets d'eaux au point de rejet "pluvial haut" telle que définie actuellement et ce jusqu'à la fin des travaux sur les réseaux, soit 2027 afin de s'assurer de l'absence définitive de contamination des eaux rejetées par des matières organiques issues du process. Il pourra alors être pris un arrêté préfectoral complémentaire pour modifier le cadre de surveillance de ce point de rejet.

S'agissant des eaux pluviales qui ruissellent sur les voiries, le réseau de ces eaux est désormais séparé de celui des eaux pluviales de toitures. Quatre points de rejet d'eaux de voiries sont prévus dont 2 sont déjà effectifs suite aux travaux sur les réseaux d'eaux de 2025. Chacun des points de rejet est/sera muni d'un séparateur à hydrocarbure correctement dimensionné au regard du volume d'eau collecté.

L'inspection demande à l'exploitant d'effectuer un contrôle annuel des eaux rejetées aux deux points de rejet déjà implantés (l'un à l'ouest et l'autre au nord du site) conformément à l'article 32-1 et 2 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Il pourra également être pris ultérieurement un arrêté préfectoral complémentaire pour intégrer la surveillance de ces 4 points de rejet d'eaux pluviales de voiries à l'issue de tous les travaux effectués sur les réseaux d'eaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra reporter dans GIDAF dès réception, les résultats des analyses d'août effectuées au droit du point de rejet "pluvial haut", afin de vérifier si la séparation et la réfection des réseaux d'eaux de la zone 1 du site a permis un retour à la conformité des rejets aqueux à ce point de rejet.

Dans le cas contraire, l'exploitant devra justifier la raison pour laquelle les contaminations de ce point de rejet se poursuit et mettre en œuvre les actions correctives dans le cadre des travaux de la zone 2 du site prévus en 2026.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Système de prétraitement des effluents industriels

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/10/2024, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Amélioration du système de prétraitement

Prescription contrôlée :

La société SOLARYS, dont le siège social est situé 19 avenue Feuchères CS 72 097, 30 904 Nîmes, est mise en demeure pour ses installations de transformation et de conservation de fruits qu'elle

exploite sur la commune de Vauvert au 50 avenue Robert Gourdon, de respecter les dispositions :
– des articles 9.1 et 9.2 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2021 susvisé, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
– des articles 7.1.3, 7.2.4 et 8 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2021 susvisé, dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 8 de l'APC du 04/08/2021

L'exploitant respecte le calendrier défini ci-après permettant l'amélioration de son système de prétraitement des effluents industriels avant envoi à l'épandage dans le but de respecter, en permanence, les dispositions applicables aux effluents épandus :

1. Études et dimensionnement du système d'optimisation du prétraitement des effluents, notamment par la mise en place de pilotes de mesures et de filtration dans un contexte de production représentatif (saison) : 2021 et 2022
2. Consolidation de la solution technique et validation des investissements - financements du projet : 2023
3. Mise en place de la solution technique, montée en charge et optimisation pour atteinte des objectifs : 2024 et 2025.

L'exploitant transmet à l'inspection, à l'échéance de chacune des étapes, un compte rendu des investigations et travaux menés sur ses installations permettant de justifier du respect du calendrier fixé.

Constats :

Pour rappel, des pistes de travail ont été étudiées en 2021-2022 pour réduire les teneurs en sodium et en chlorures dans les effluents envoyés en épandage, comme:

- l'installation sur les chaudières d'un système de production d'eau osmosée associé à un dispositif d'ultrafiltration en tête de l'osmoseur dans le but de ne plus entartrer les chaudières et donc de diminuer l'ajout de produits de traitement (soit la réduction de – 84 % de sel de régénération NaCl) et d'arrêter l'utilisation d'acide chlorhydrique (HCl : - 10 tonnes par an). Ces actions ont permis de réduire la teneur des chlorures dans les effluents;
- le piégeage de la charge par ultrafiltration ou basé sur le principe d'osmose inverse en sortie des installations de pelage des pêches et poires qui utilisent des bains de soude. Ces pistes n'ont pas fonctionné.

Suite à l'acquisition de l'usine de Vauvert par le groupe Agromousquetaires, l'exploitant a évoqué en 2023 avec le service Eau et Assainissement du groupe, cette problématique d'identifier une solution technique pour améliorer le pré-traitement des effluents avant épandage, notamment pour réduire la teneur en sodium dans les effluents. Des investigations ont été menées en interne au premier trimestre 2024 avec la société Chemdoc (prestataire ayant déjà travaillé avec l'exploitant en 2022), ne permettant pas de trouver de nouvelles solutions techniques. D'après l'exploitant, la mise en œuvre de(s) solution(s) technique(s) s'avère complexe avec des actions possibles en amont de l'épandage très limitées.

Le jour de la présente visite, l'exploitant a toutefois confirmé poursuivre son travail pour étudier et dimensionner un système d'optimisation du pré-traitement des effluents avec la prise de contact d'un expert en désalinisation de l'eau. En parallèle, l'exploitant a engagé un second axe de travail orienté sur la révision des valeurs limites de sodium et de chlorures fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 janvier 2008. En effet, la concentration moyenne sur 5 ans en sodium dans les effluents dépasse régulièrement la valeur limite prescrite de 100 mg/l: 121 mg/l en

2022, 123 mg/l en 2023 et 119 mg/l en 2024. Par contre, la valeur maximale sur 5 ans de 200 mg/l pour le sodium ainsi que les valeurs limites moyenne et maximale sur 5 ans pour les chlorures (respectivement 150 mg/l et 300 mg/l) sont respectées ces dernières années.

L'exploitant souligne le fait que les valeurs limites moyennes sur 5 ans à ne pas dépasser pour le sodium et les chlorures (définies dans l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2008) est inférieure à la valeur limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine définie à 200 mg/l pour le sodium et à 250 mg/l pour les chlorures, dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.

Un cahier des charge daté du 18 mars 2025 et consulté le jour de la visite, a été élaboré ayant pour objet de définir l'ensemble des prestations nécessaires à la réalisation d'une étude consistant à réévaluer l'impact des effluents sur le milieu naturel, en particulier sur les sols, les cultures et les eaux souterraines. L'exploitant a sollicité deux bureaux d'études, la société GESSEC et BRL Ingénierie, dans le cadre de la rédaction de cette étude qui prendra la forme d'un dossier de porter à connaissance. Le devis de GESSEC daté d'avril 2025 et l'offre technique et financière de BRLi de juillet 2025 sont en cours de comparaison de la part de l'exploitant.

A noter que dans le cahier des charges sus-cité est établi un planning qui liste les différentes étapes depuis l'envoi du cahier des charges pour consultation jusqu'au dépôt du porter à connaissance associées à des délais de réalisation. Ainsi il peut être constaté que les délais estimés pour la réalisation du dossier par le bureau d'études choisi (de mi-juin à fin août 2025) sont échus et le délai pour la transmission du dossier en préfecture (fin octobre 2025) sera vraisemblablement pas tenu. L'exploitant a en effet précisé que pour les besoins de révision des valeurs limites des paramètres sodium et chlorures, des analyses et mesures doivent impérativement être effectuées en campagne afin que les résultats soient représentatifs du fonctionnement "normal" des installations.

Compte tenu des éléments précédents, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 octobre 2024 ne sont pas respectées dans le délai imposé. Néanmoins, au regard de la complexité d'identifier et de mettre en œuvre un système d'optimisation du prétraitement des effluents et de l'engagement de l'exploitant à trouver néanmoins une solution technique, l'inspection propose de ne pas prendre pour l'instant à l'encontre de la société SOLARYS de sanctions administratives. A ce titre, l'exploitant devra adresser les justificatifs prouvant de la poursuite de cet axe de travail, au fur et à mesure de l'avancée des travaux de recherche d'une solution technique compatible en exploitation et efficace en termes de diminution de la teneur en sodium.

Concernant la modification des valeurs limites des paramètres sodium et chlorures, l'exploitant devra également transmettre sous deux mois, les nouveaux délais de réalisation des étapes telles que définies dans le planning présent dans le cahier des charges. Il est demandé à l'exploitant que le dossier de porter à connaissance portant sur la révision des valeurs limites, soit finalisé et transmis à l'inspection avant la fin de l'année 2026.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/10/2024, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie
Prescription contrôlée :

La société SOLARYS, dont le siège social est situé 19 avenue Feuchères CS 72 097, 30 904 Nîmes, est mise en demeure pour ses installations de transformation et de conservation de fruits qu'elle exploite sur la commune de Vauvert au 50 avenue Robert Gourdon, de respecter les dispositions :

- des articles 9.1 et 9.2 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2021 susvisé, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- des articles 7.1.3, 7.2.4 et 8 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2021 susvisé, dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 9.1 de l'APC du 04/08/2021

L'établissement est doté des moyens techniques et organisationnels adaptés aux risques identifiés par l'étude de danger du site et prévoyant les moyens d'intervention à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

L'exploitant dispose à minima :

- de 6 poteaux incendie répartis en périphérie des bâtiments internes au site,
- de 3 poteaux externes,
- une zone réservée pour les engins des services de secours (plateforme de pompage) permettant le pompage dans le canal BRL.

L'ensemble de ces moyens de défense contre l'incendie permet d'atteindre un débit simultané de 600 m³/h pendant 2 heures.

Pour cela, l'exploitant réalise, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une mesure simultanée des débits disponibles aux poteaux incendies internes et externes. En fonction des résultats, l'exploitant établit un plan d'action identifiant les actions et travaux à entreprendre pour atteindre le débit total requis.

Le résultat des mesures de débit simultané et le plan d'action sont transmis sans délai à l'inspection.

Constats :

L'exploitant a fait procéder par la société Securipro en mai 2022 et en avril 2025, à des mesures de débit sur les 6 poteaux incendie du site. Les résultats obtenus lors de ces deux interventions montrent que les débits unitaires mesurés (valeurs inférieures à 60 m³/h pour 5 poteaux incendie) sont insuffisants au regard des besoins en eaux du site en cas d'incendie estimés à 600 m³/h avec le document technique D9 (calcul effectué en 2020 dans le cadre du dossier de réexamen "IED).

L'exploitant envisage donc de mettre en place comme solutions palliatives:

- une cuve aérienne de 600 m³, implantée au nord du site, associée à un surpresseur, permettant d'alimenter 3 poteaux incendie en simultané pour obtenir un débit de 180 m³/h,
- 2 raccords intégrés à la cuve pour obtenir un débit de 120 m³/h,
- une bâche souple de 240 m³ implantée en partie sud du site et munie de 2 raccords,
- une plateforme de pompage d'eau dans le canal BRL déjà existante dont le débit pompé évoluera de 120 m³/h à 180 m³/h.

Le jour de la présente visite, l'exploitant a indiqué être en attente d'informations du service technique d'ImmoAmont concernant le positionnement confirmé des deux réserves d'eau, le chiffrage des solutions envisagées et leur délai de réalisation, et donc la planification des travaux. L'inspection note néanmoins que l'exploitant s'engage à mettre en place l'ensemble de ces moyens de lutte contre l'incendie en 2026 selon le planning de travaux fourni ultérieurement à la visite.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 octobre 2024 ne sont pas respectées dans le délai imposé. Néanmoins, l'exploitant a identifié les moyens de lutte contre

l'incendie à mettre en œuvre pour atteindre le débit total requis et s'engage à réaliser les travaux avec une mise en conformité attendue en 2026. L'inspection propose de ne pas prendre à présent à l'encontre de la société SOLARYS de sanctions administratives, mais de mettre en place des mesures compensatoires pour prévenir les risques d'incendie du site dans l'attente de la mise en conformité et de suivre les différentes étapes des travaux à déterminer par la société afin de vérifier l'absence de nouvelle dérive dans le temps.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre:

- sous deux mois un calendrier identifiant les différentes étapes et travaux nécessaires à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie additionnels, associées à des délais de réalisation.
- avant la fin de l'année, la capacité retenue des deux cuves et le nombre de raccords intégrés aux cuves, ainsi qu'un plan sur lequel sera reporté l'emplacement des moyens de lutte contre l'incendie: les deux cuves d'eau incendie, les aires d'aspiration dédiées au SDIS et associées aux deux réserves d'eau, la plateforme de pompage dans le canal BRL ainsi que la voie d'accès et l'aire de retournement nécessaires pour accéder à la plateforme, et les 6 poteaux incendie du site.

L'inspection rappelle à l'exploitant que les moyens de lutte contre l'incendie devront être opérationnels d'ici fin 2026.

Par ailleurs, l'exploitant demande à l'exploitant de proposer sous deux mois, des mesures compensatoires à mettre en place pour prévenir les risques d'incendie du site dans l'attente de la mise en conformité du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/10/2024, article 1er

Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie

Prescription contrôlée :

La société SOLARYS, dont le siège social est situé 19 avenue Feuchères CS 72 097, 30 904 Nîmes, est mise en demeure pour ses installations de transformation et de conservation de fruits qu'elle exploite sur la commune de Vauvert au 50 avenue Robert Gourdon, de respecter les dispositions :

- des articles 9.1 et 9.2 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2021 susvisé, dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- des articles 7.1.3, 7.2.4 et 8 de l'arrêté préfectoral du 4 août 2021 susvisé, dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 9.2 de l'APC du 04/08/2021

L'exploitant met en œuvre le plan d'action suivant afin d'évaluer les solutions possibles de rétention des eaux d'extinction incendie sur son site :

1. Étude topographique pour identifier les points bas du site : échéance 2022,
2. Étude d'une solution technique adaptée au besoin (type obturateurs pneumatiques ou autre dispositif similaire) : échéance 2023.

L'exploitant transmet à l'inspection, à l'échéance de chacune des étapes, un compte rendu des investigations et travaux menés sur ses installations permettant de justifier du respect du calendrier fixé.

Constats :

Le volume de rétention des eaux d'extinction incendie liées aux ateliers de production a été mis à jour par rapport au précédent calcul effectué dans le cadre du dossier de réexamen "IED" de 2020. Sur la base d'une surface de drainage limitée à la zone Nord-ouest où sont implantés les ateliers de production, le volume à confiner établi au moyen du guide technique D9A s'élève à 1554 m³ (au lieu de 1900 m³ pour le calcul de 2020). Ces eaux seront confinées dans un bassin d'une capacité de rétention minimal de 1554 m³, implanté au nord du site à proximité immédiate de la lagune spécifique au stockage des effluents à épandre. Les eaux d'extinction incendie seront dans un premier temps collectées par les réseaux d'eaux pluviales de voiries, puis seront grâce à la fermeture manuelle de vannes martellières installées sur les réseaux d'eaux pluviales, dirigées vers le bassin de rétention de manière gravitaire via un réseau dédié.

Le site est composé d'un second bassin versant en partie sud qui capterait les eaux d'extinction en cas d'incendie au droit des deux entrepôts de stockage de matières premières et produits finis. L'exploitant prévoit la mise en place de 3 bassins disposés en série d'une capacité totale de 802 m³ (volume déterminé avec les calculs D9 / D9A), afin de pouvoir confiner les eaux d'extinction générées par l'incendie d'un des deux entrepôts. Ces bassins seront implantés au sud du site et collecteront les eaux incendie via les réseaux d'eaux pluviales du site présents dans la zone située au sud-ouest sur le même mode de fonctionnement que le bassin de rétention Nord (fermeture de vannes martellières et réseau incendie dédié). Pour compléter les besoins de rétention en partie sud, trois zones de rétention sur voiries seront créées avec le positionnement d'un muret en béton au point bas du site afin de pouvoir confiner les eaux incendie à l'intérieur du site. Les travaux de mise en œuvre de ces dispositifs de rétention sont prévus en 2026.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 3 octobre 2024 ne sont pas respectées dans le délai imposé. Néanmoins, l'exploitant a identifié les solutions techniques (bassins de rétention, vannes martellières, éventuellement muret en limite de site) à mettre en œuvre pour confiner les eaux d'extinction incendie ainsi que les différentes localisations d'implantation de ces moyens de confinement en fonction des bassins versants du site, et s'engage à réaliser les travaux de mise en conformité en 2026. L'inspection propose de ne pas prendre à ce stade à l'encontre de la société SOLARYS de sanctions administratives, mais de mettre en place des mesures compensatoires pour prévenir les risques liés aux eaux d'extinction incendie dans l'attente de la mise en conformité et de suivre les différentes étapes des travaux à déterminer par la société afin de vérifier l'absence de nouvelle dérive dans le temps.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre au fur et à mesure des étapes de réalisation des travaux d'implantation des bassins de rétention, les justificatifs prouvant leur mise en œuvre (preuves de commande, fiches techniques des géomembranes des deux bassins, localisation des vannes martellières sur les réseaux d'eaux en partie sud-ouest, emplacement des murets en limite de propriété et leurs caractéristiques, photos des équipements mis en place,...).

L'exploitant fournira également sous deux mois, le calendrier identifiant les différentes étapes et travaux nécessaires à la mise en œuvre de ces moyens de confinement, associées à des délais de réalisation. L'inspection précise à l'exploitant que les 2 bassins de rétention situés au Nord et au

<p>Sud ainsi que le(s) muret(s) devront être présents sur le site avant la fin de l'année 2026.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant demande à l'exploitant de proposer sous deux mois, des mesures compensatoires à mettre en place pour prévenir les risques liés aux eaux d'extinction incendie dans l'attente de la mise en conformité du site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois